



La facture invisible que la France devra payer

Description

Les premières estimations commencent à tomber, presque mécaniques, automatiques, mathématiques : hausse du prix du pétrole et du gaz, inflation supplémentaire de l'ordre de 1%, croissance amputée de 0,3 à 0,5%.

Une lecture comptable, presque rassurante, tant les médias nous alertaient sur les risques de fin du monde, redoutant la victoire des Etats-Unis la veille, puis sa défaite le lendemain. Comme si le choc était contenu, absorbable, transitoire.

Mais cette analyse passe à côté de ce qui pourrait être l'essentiel : ***le coût le plus lourd de ce conflit ne sera pour la France ni immédiat, ni purement énergétique. Il sera éminemment économique, structurel, et profondément politique.*** Car l'économie ne réagit pas seulement aux flux physiques et aux cours des matières premières, aux frappes et aux cessez-le-feu. Elle réagit aux signaux.

Ces signaux, envoyés par une partie de l'Europe et particulièrement par la France, depuis plusieurs années, mais plus encore dans le contexte du conflit qui oppose Iran et Etats-Unis, sont devenus illisibles, orthogonaux à notre Histoire.

Dans un monde de blocs, la neutralité stratégique n'existe pas. Il n'y a que des alignements plus ou moins assumés. En brouillant les leurs, l'Europe et la France introduisent un doute : sur leur fiabilité, sur leur cohérence, sur leur prévisibilité. ***Or, en matière d'investissement, le doute a un prix. Ce prix s'appelle la prime de risque,*** paramètre crucial dans la détermination de la valorisation des actifs.

Concrètement, cela signifie un coût supplémentaire dans l'endettement par une augmentation des spreads de crédit pour les entreprises françaises, une exigence de rentabilité plus élevée pour les entreprises étrangères, qui réfléchissent à investir, s'installer, créer, produire, développer ici, comme pour les fonds qui financent notre économie et, en conséquence, une réallocation progressive des flux d'investissement vers des zones jugées plus lisibles et plus amicales.

Ce phénomène est rarement brutal. Il est progressif, silencieux, cumulatif. Mais ses effets sont redoutables.

Une hausse de quelques dizaines de points de base sur le coût du capital suffit à modifier des décisions d'implantation industrielle. Une perception de risque politique suffit à détourner les investissements, notamment en provenance des États-Unis, du Golfe ou d'Asie. Ce n'est pas une hypothèse théorique. C'est un mécanisme bien documenté : lorsque la visibilité stratégique d'un pays se dégrade, son attractivité financière suit.

La France, déjà confrontée à un déficit public abyssal et à une dette colossale ne peut se permettre cette dégradation. Moins de marges de manœuvre. Plus d'arbitrages. Plus de contraintes budgétaires. Moins d'investissements publics productifs.

À cela s'ajoute ce choc d'offre énergétique négatif : hausse des coûts de production, compression des marges, ralentissement de l'investissement privé. ***Le résultat est connu : Inflation importée + croissance affaiblie = stagflation.***

Mais la stagflation n'est jamais seulement économique. Elle ***entraîne des conséquences politiques souvent majeures.*** Elle érode le pouvoir d'achat, nourrit le déclassement, fragilise les classes moyennes. Elle alimente les frustrations qui, tôt ou tard, se traduisent dans les urnes. D'autant que le pouvoir d'achat et la sécurité sont les attentes principales de nos concitoyens.

C'est ici que l'analyse économique rejoint la question politique. Car la situation actuelle n'est pas seulement le produit d'un choc externe. Elle est aggravée par notre posture, celle de s'éloigner de nos alliances naturelles, tout en évitant de formuler une stratégie alternative crédible. Une forme d'équilibrisme diplomatique qui, en pratique, est perçue comme une indécision.

Comme le rappelait Raymond Aron, les nations ne choisissent pas toujours leurs contraintes, mais elles choisissent la manière d'y répondre. Refuser de choisir, c'est déjà choisir, souvent contre soi-même.

Le paradoxe français est là : vouloir préserver une autonomie stratégique tout en affaiblissant les conditions mêmes de cette autonomie, à savoir la confiance, la puissance économique et la clarté des alliances.

Dans ce contexte, les conséquences politiques sont prévisibles. À court terme, une dégradation du climat économique. À moyen terme, une montée des tensions sociales. Et en mai 2027, une recomposition politique sous contrainte. À l'approche des échéances électorales, le risque est clair : une fragmentation accrue, une défiance généralisée, un affaiblissement des forces capables de porter un projet de redressement crédible et d'alternance ne serait-ce que dans la méthode et dans le discours.

Plus d'inflation, moins d'investissement, moins de confiance, plus de chômage, et moins de pouvoir d'achat à un an des élections présidentielles, avec des partis populistes qui profitent de tout ce qui va mal, cela sent très mauvais.

Il nous faut très vite trouver une figure capable de rétablir la confiance, d'assumer clairement nos alliances, et de réconcilier stratégie internationale et redressement économique

Une figure extérieure aux ambiguïtés passées car une alternance ne peut réussir que si elle incarne ***une rupture nette avec la trajectoire précédente***. Toute participation aux choix qui ont conduit à la situation actuelle constituera un handicap majeur, insurmontable.

Le pays ne cherche pas une continuité ajustée. Il ***attend une clarté retrouvée. Un cap. Un ancrage. Une autorité tranquille en somme, une force tranquille, enracinée dans les territoires***, capable de parler à la fois au monde et aux Français.

Un projet à la fois libéral et social, mais incarné, non proclamé. Un projet humaniste et solidariste en somme.

Le mur n'est pas encore une fatalité. Mais le temps, lui, est compté.

Une nation peut encaisser un choc. Elle encaisse beaucoup plus difficilement le doute sur ce qu'elle est.

Patrick Pilcer

Categorie

1. Économie

date créée

9 avril 2026